

ACTUALITÉS

LA  
PRESSE

# Les trois quarts des Québécois jugent qu'il est « urgent » de protéger les terres agricoles



PHOTO HUGO-SÉBASTIEN AUBERT, ARCHIVES LA PRESSE

Le Québec a tout intérêt à protéger son garde-manger puisque seulement 2 % du territoire est cultivable, comparativement à 58 % en France et 45 % aux États-Unis.

# Une coalition d'agriculteurs et de groupes environnementaux s'érige en gardien des terres agricoles, au moment où le gouvernement du Québec mène une grande consultation pour moderniser la *Loi sur la protection du territoire et des activités agricoles*.

Mis à jour hier à 16h10



**DAPHNÉ CAMERON**  
LA PRESSE



Équiterre, la Fédération de la relève agricole du Québec (FRAQ), la Coopérative pour l'agriculture de proximité écologique (CAPE), Protec-Terre et Vivre en Ville ont lancé lundi l'alliance SaluTERRE. Le but ? Protéger les terres agricoles contre les « nombreuses menaces » qui mettent « en danger » notre garde-manger.

« Nos terres cultivables disparaissent sous le béton au nom du développement industriel, routier et de l'étalement urbain. Une usine de batteries par-ci, un nouveau quartier par-là, un parc industriel là-bas, un stationnement ici, pourquoi pas ? », a déclaré Colleen Thorpe, directrice générale d'Équiterre.

SaluTERRE veut aussi porter la voix de la population. Un sondage Léger commandé par Équiterre indique que 74 % de la population juge « extrêmement » (44 %) ou « assez » (30 %) urgent de protéger les terres agricoles convoitées pour le développement résidentiel et industriel.

**Ce développement aurait amputé la zone agricole de 57 000 hectares depuis 1998, ce qui équivaut à 40 patinoires de hockey par jour, a calculé SaluTERRE.**

Le coup de sonde de Léger, réalisé auprès de 1006 répondants, révèle que 69 % d'entre eux estiment qu'il faut freiner l'étalement urbain en favorisant la construction dans les zones déjà habitées.

« Bref, au Québec, on comprend l'enjeu et on saisit l'urgence de la situation. Maintenant, il faut de l'action », a souligné M<sup>me</sup> Thorpe.

## Consultation

Fin juin, le ministre de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation du Québec, André Lamontagne, a annoncé la mise en place d'une consultation d'une durée de près d'un an en vue de moderniser la *Loi sur la protection du territoire et des activités agricoles*, adoptée il y a 45 ans.

L'objectif de ce vaste chantier est de mieux protéger les terres dotées du plus grand potentiel agricole des pressions de l'urbanisation. Au Québec, les terres les plus fertiles – et convoitées – se trouvent dans les basses-terres du Saint-Laurent, là où vit la majorité de la population.

En revanche, une réflexion sera menée pour déterminer s'il faut permettre certains assouplissements dans les cas où les terres ont un faible potentiel agricole.

« On nous présente des terres de plus grande valeur et des terres de moins grande valeur », explique M<sup>me</sup> Thorpe au sujet des consultations qui ont débuté à l'automne.

« Oui, on s'inquiète de ce phénomène de dire qu'on va préserver certains types de terres peut-être dans le sud du Québec où on estime qu'il y a une grande valeur, alors que d'autres terres plus éloignées pourront peut-être être sacrifiées au développement. Ce n'est pas clair à ce stade-ci, mais c'est ce qu'on lit un peu entre les lignes. »

« Il n'y a pas de mauvaises terres et il n'y a pas de bonnes terres en agriculture. En Abitibi, il peut y avoir de la production bovine sur des terres où il ne se fait pas autre chose, mais c'est de la production agricole quand même », a ajouté Julie Bissonnette, présidente de la Fédération de la relève agricole du Québec.

Le sondage a aussi révélé que 87 % des gens pensent qu'il faut offrir des mesures de soutien financier pour assurer un accès à la terre pour la relève agricole.

« Au Québec, la valeur des terres agricoles est 10 fois plus élevée depuis 25 ans. Étant donné que les terres agricoles cultivées au Québec représentent moins de 2 % du territoire, la demande est plus élevée que jamais. C'est le Far West dans le marché des terres agricoles, où les grands perdants sont la relève », a ajouté M<sup>me</sup> Bissonnette.

— Avec La Presse Canadienne

© La Presse Inc. Tous droits réservés.